

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Greve-des-medecins-de-la-sante.html>

Grève des médecins de la santé publique. Leur mouvement bénéficie de la sympathie de la population face à l'indifférence des autorités et la répression.

Publication date: samedi 20 mars 2010

Description:

- Lutttes sociales en Algérie -

La grève des médecins praticiens généralistes et spécialistes de la santé publique se poursuit maintenant depuis plus de deux mois. Un service minimum est cependant assuré. Les soins aux cancéreux continuent à être prodigués.

Kader Badreddine

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La grève des médecins praticiens généralistes et spécialistes de la santé publique se poursuit maintenant depuis plus de deux mois. Un service minimum est cependant assuré. Les soins aux cancéreux continuent à être prodigués.

Les médecins ne demandent pas des salaires faramineux, pas même celui que touchent sans peine des fonctionnaires nommés par décret comme des sous-directeurs bien calés sur leur fauteuil et assurés de prendre une retraite à 100% après tout juste 20 ans d'activité. Avec seulement 45000 dinars par mois après 20 ans de service, un médecin employé par la fonction publique ne peut boucler ses fins de moyen même s'il se contente du strict minimum. Payer le loyer et s'offrir chaque année des vacances bien méritées en famille relèvent du prodige. Faire face au remboursement du crédit contracté pour l'achat d'un véhicule indispensable dans un pays où le transport public est délaissé, est un casse-tête. Il faut vivre en couple et cumuler des salaires conséquents pour pouvoir affronter les difficultés de la vie. L'inflation, surtout cette année, a dévoré le budget familial. Le pouvoir d'achat pas très élevé est en chute libre. Mais la crise ne frappe pas tout le monde. Les trafiquants et les hauts responsables qui se sont arrangés pour percevoir un salaire confortable ne sont qu'égratignés par la hausse des prix.

Les médecins attendaient beaucoup de la révision de leur statut particulier et de leur régime indemnitaire. Et surtout ils espéraient un peu plus de considération de la part de nos gouvernants. Il n'en fut rien. Pourtant une commission mixte avait été mandatée dès l'été 2007 pour élaborer les projets de statut particulier et de nouveau régime indemnitaire. Elle a associé autour d'une même table les représentants du Ministère de la santé et de la réforme hospitalière et ceux des deux syndicats de médecins, le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) et le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP). Un consensus avait été trouvé le 30 mars 2008. Tout le monde se félicitait par anticipation du dénouement heureux. Grande fut la déception des médecins devant l'inertie de la tutelle. Les autorités leur opposèrent un silence pesant que les médecins décidèrent de briser en déclenchant des mouvements de protestation. Le SNPSP appelle ses adhérents à une grève nationale de 3 jours par semaine jusqu'à la promulgation du statut des praticiens généralistes et l'ouverture de négociations portant sur le régime indemnitaire.

Le gouvernement croit désamorcer la situation en plaçant les médecins devant le fait accompli. Il publie une grille de salaires qui ne tient pas compte des travaux de la commission mixte. Cette grille provoque un mouvement de colère sans précédent. Par exemple, des injustices inexplicables sont commises à l'encontre des pharmaciens et chirurgiens dentistes de la santé publique qui sont rétrogradés dans la catégorie 13 !

Passer plus de 20 ans à étudier pour être nargué par un spéculateur ou un importateur sans diplôme mais chevronné dans l'informel et dans l'art de soudoyer les contrôleurs du commerce ou des impôts, est la pire des insultes et des atteintes à la dignité. C'est tout cela qui a fait exploser la colère des « blouses blanches » et qui explique leur détermination à poursuivre leur mouvement. Le mépris des autorités envers leurs revendications ne fait qu'aviver leur volonté de ne pas se laisser intimider.

Au vu de cette combativité on ne peut que ressentir de l'écoeurement à la lecture d'articles de presse commandés par certains cercles pour diffamer le dévouement des syndicalistes. Ainsi un journaliste de La Tribune du n'a pas craint de se couvrir de honte en affirmant que les ténors du syndicalisme des médecins se remplissent les poches en travaillant dans des cabinets privés.

Au lieu de les écouter et d'oeuvrer à améliorer leurs conditions de vie et de travail, à augmenter leur rémunération pour les encourager à poursuivre leur carrière professionnelle dans le système hospitalier public pour le plus grand bonheur de la population, le régime comprador semble suivre une politique de casse méthodique de la santé publique comme si son objectif véritable est de pousser les médecins à aller vers les cliniques privées, après avoir accumulé dans les hôpitaux une compétence et une riche expérience.

Ainsi dans les plans mûrement réfléchis des adeptes ultra-libéraux d'une santé ? deux vitesses, les hôpitaux seront confinés dans le rôle de super centre de formation et de perfectionnement professionnel aux dépens des patients qui n'ont pas d'argent pour accéder à des soins de qualité. Les cliniques privées n'auraient plus quant à elles qu'à cueillir les fruits de cette diabolique division du travail et à rentabiliser leurs capitaux amassés grâce aux crédits à bon marché octroyés par les banques publiques et à de généreuses subventions de l'État au nom de « l'appui à l'investissement de la PME ». Inutile de rappeler que la plupart de ces cliniques appartiennent à des protégés du régime et emploient en violation de la loi nombre de professeurs qui ne manquent pas d'utiliser les services hospitaliers pour le suivi des malades, cumulant à leur profit les avantages d'un mandarinat mercantile.

L'absence de réponse aux revendications des médecins découle d'une tactique de pourrissement. Son but est de semer le désespoir et de dégoûter les médecins afin qu'ils renoncent à se battre pour des hôpitaux dignes de ce nom, des hôpitaux du 21^è siècle qui sécurisent le citoyen, quelle que soit sa condition.

Il ne faut pas s'étonner que le ministre qui gère ce secteur est celui-là même qui à la tête du ministère de l'Agriculture, a limité les aides agricoles publiques aux seuls paysans riches. Après des années à la tête de ce ministère moins de 10% des paysans ont eu droit aux crédits des banques. L'alimentation est le monopole de gros fellah soutenus à bout de bras par un État antipopulaire.

La tendance à abandonner les hôpitaux à leur sort et à choyer les patrons de cliniques privées ne date pas d'aujourd'hui, mais elle est renforcée.

Les médecins ont fait montre d'une grande patience avant de se décider à recourir à l'arme ultime, la grève, dans un secteur où il n'est pas moralement facile de dire aux patients que les soins sont gelés et les opérations reportées tant que des doléances légitimes ne sont pas satisfaites. Mais la faute incombe totalement à un pouvoir sourd aux appels de détresse des salariés mais généreux à l'égard des affairistes et trafiquants sans vergogne quand il s'agit de leur accorder des baisses d'impôts importantes ou des bonifications d'intérêts, ce qui revient à soutenir leurs profits insultants sur le dos des modestes contribuables.

Si les gens du pouvoir ne manifestent aucun empressement à trouver une solution rapide au conflit et affiche leur indifférence aux problèmes des citoyens ordinaires c'est au fond parce qu'ils ne fréquentent pas les hôpitaux publics. Ils se font soigner eux et leurs familles dans les hôpitaux militaires, voire dans les cas les plus sérieux à l'étranger aux frais de la sécurité sociale. Ou bien ils ramassent assez d'argent pour se faire suivre dans les luxueuses cliniques privées.

C'est ce que la population a compris en exprimant sa compréhension pour le mouvement des médecins malgré la gêne occasionnée par leur grève. Chacun a pu constater l'indignation des citoyens face à la répression des manifestation des médecins. Le pic de l'indignation a été atteint le jour où des centaines de policiers armés de redoutables manches de pioches avaient cerné l'hôpital Mustapha se préparant à fracasser les crânes et à pulvériser les os des médecins pour les empêcher de marcher vers le siège de la présidence de la République. Cette scène résume de façon saisissante la nature d'un régime qui, quelles que soient les luttes de clans qui font rage en son sein, sait faire corps comme un seul homme pour écraser la révolte des salariés. Elle marquera à jamais les mémoires. Se trompent lourdement ceux qui croient qu'ils pourront indéfiniment dicter leur loi à la population laborieuse à l'ombre d'un état de siège proclamé pour briser les actions terroristes mais détourné de cette finalité. Les citoyens ont assisté au spectacle lamentable de policiers embusqués dans les ruelles et identifiant au faciès les médecins pour les empêcher de se rassembler devant le Palais du Gouvernement. Ils les ont ensuite « parqués comme des bêtes sauvages dans un jardin public », pour reprendre les termes d'un des dirigeants du mouvement. Ce spectacle laissera des traces profondes et indélébiles dans la conscience du peuple. Il faut être complètement coupé de lui pour s'imaginer que ce type de comportements n'aura pas semé les germes d'une révolte généralisée.

Cette grève a uni dans l'action les deux syndicats SNPSP et SNPSSP. Il sera désormais difficile au pouvoir de

la santé publique. Leur mouvement bénéficie de la sympathie de la population face à l'indifférence des

continuer à mépriser les médecins de la santé publique, à leur opposer les intimidations et la répression pour les amener à renoncer aux libertés syndicales conquises après des décennies de luttes.

K.B.

PS:

article publié dans la version papier d'Alger républicain de mars-avril 2010, disponible dans certains kiosques d'Alger, Tizi Ouzou, Bejaïa, Oran, Constantine.